

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 30/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Métropole de Lyon

20 rue du Lac
DTEE – Direction du cycle de l'Eau
CS33569 - 69505 Lyon cedex 03
69003 Lyon

Références : UDR-SSDAS-25-350-FP
Code AIOT : 0006103676

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement Métropole de Lyon implanté Station d'épuration Chemin du barrage 69310 Oullins-Pierre-Bénite. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Métropole de Lyon
- Station d'épuration Chemin du barrage 69310 Oullins-Pierre-Bénite
- Code AIOT : 0006103676
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Mise en service en janvier 2004 l'installation d'incinération exploitée par la Métropole de Lyon, sur le site de la station d'épuration de Pierre-Bénite, dispose de 2 fours de capacité unitaire de 2,6 t/h de matières sèches chacun, pour une capacité maximale annuelle de traitement de 95 000 tonnes de matières brutes (boues humides à environ 27 % de siccité).

Les deux fours de la station d'épuration de Pierre-Bénite incinèrent essentiellement des boues déshydratées "urbaines" en provenance de la station contiguë, mais également de stations extérieures de l'agglomération lyonnaise (Genay, Meyzieu, Lissieu, Jonage, Neuville-sur-Saône, Saint-Fons et Feyssine). Ce type de déchets peut également provenir d'autres départements (Loire, Isère) Des déchets d'assainissement non collectif (graisses, déchets de fosses septiques...) peuvent également être reçus pour incinération.

Les boues issues des stations d'épuration, après contrôle de leurs caractéristiques, sont stockées puis dirigées vers les lignes d'incinération comprenant chacune :

- un four à lit fluidisé permettant de provoquer la déshydratation des boues et leur division en fines particules, puis leur entraînement dans les fumées après inflammation dans l'air au-dessus du lit de combustion en produisant des gaz de combustion à une température d'au moins 850 °C,
- un récupérateur de chaleur des fumées de combustion,
- un dépoussiérage par électro-filtre permettant de collecter les poussières,
- un lavage par voie humide des fumées permettant de refroidir et saturer les gaz par injection d'eau, précipiter les acides, le mercure ionique et autres métaux lourds,
- un système d'adsorption complémentaire des polluants permettant de capter les métaux lourds résiduels, les dioxines et les furanes, ainsi que les autres hydrocarbures chlorés ou aromatiques,
- un ventilateur de tirage permettant d'extraire les fumées vers une cheminée.

Les déchets solides (cendres, gâteaux de filtration des boues, adsorbants chargés...) issus des différents traitements sont ensuite stockés et éliminés dans des filières appropriées, tandis que les effluents liquides provenant essentiellement du lavage humide des fumées sont rejetés, après traitement, en tête de la station d'épuration de Pierre-Bénite.

Les deux lignes d'incinération et leurs traitements annexes peuvent fonctionner simultanément. Il a été fait le choix sur ce site, depuis plusieurs années, de faire fonctionner l'une ou l'autre ligne par périodes moyennes de six mois, sauf périodes plus longues en cas de maintenances prolongées. Deux installations de refroidissement par dispersion d'eau (TAR) dans un flux d'air sont installées en extérieur à proximité du bâtiment où sont incinérées les boues urbaines et où sont traitées les fumées. Ces TAR peuvent fonctionner avec l'une ou l'autre des lignes d'incinération.

À long terme, la Métropole envisage l'installation d'un méthaniseur de boues sur le site de la station d'épuration de Pierre-Bénite, en complément du compostage et de l'incinération opérés sur les boues de la STEP.

À court terme, il est également prévu de récupérer la chaleur fatale de l'incinérateur ainsi que les calories au niveau du point de rejet de la station d'épuration. Ce projet fait l'objet d'un Porter à

connaissance transmis à la DREAL en juillet 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suites inspection 18/11/2024 – ARF	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Suites inspection 18/11/2024 –ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Suites inspection 18/11/2024 –aménagement des installations	Arrêté Préfectoral du 05/10/2012, article 4.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	RSDE	Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	TAR / Legionnelles	Arrêté Préfectoral du 10/08/2005, article 23	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Conditions de combustion	Arrêté Préfectoral du 10/08/2005, article 7.1.a	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Réexamen IED	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R. 515-71	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
12	Porter à connaissance – Implantation CORIANCE	Code de l'environnement du 09/07/2002, article 1.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites inspection 18/11/2024 –	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Contrôle installations Électriques		
5	Suites inspection 18/11/2024 – Gestion des déchets issus de l'incinération	Arrêté Préfectoral du 05/10/2012, article 10	Sans objet
8	Pesée des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 5.2	Sans objet
9	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 8.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 10/12/2025 met principalement en évidence l'absence de procédures formalisées de maintenance et de contrôle des lignes d'incinération et de gestion des périodes de fonctionnement autres que normales (OTNOC).

Considérant les impacts que cette situation peut engendrer sur l'intégrité des lignes (pour rappel, la ligne 1 est dans un état dégradé, et plusieurs avaries ont été déplorées depuis 2 ans) et, par répercussion, sur la fonctionnalité de la filière de traitement des boues de la STEU d'Oullins-Pierre bénite (cf retour d'expérience de l'arrêt des fours de l'incinérateur de la STEU de Saint-Fons, exploitée par la Métropole de Lyon, avant changement de gestionnaire), **l'Inspection des Installations Classées de la DREAL attend la mise en œuvre rapide d'actions correctives de la part de la Métropole de Lyon afin qu'un plan de gestion des OTNOC**, intégrant les procédures précitées et un plan de maintenance préventive, **soit établi en vue de réduire les risques de OTNOC**, dont certains peuvent être préjudiciables pour l'environnement.

Ce plan sera fourni avec les autres compléments demandés pour l'évaluation de la conformité du site à l'arrêté du 12/01/21 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération.

Par ailleurs, sur la gestion des risques accidentels et le risque légionelle, **l'Inspection des Installations Classées de la DREAL attend des compléments permettant d'apprécier la maîtrise de ces risques**, avant la mise en service du raccordement avec le réseau de récupération opéré par CORIANCE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites inspection 18/11/2024 – Contrôle installations Électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : Le rapport annuel de contrôle des installations électriques de la STEU, et notamment celles de l'incinérateur et ses bâtiments connexes, conclut à l'absence de risques d'incendie et d'explosion.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pas de remarques particulières. L'exploitant continuera à réaliser un contrôle annuel des installations électriques et à procéder aux actions correctives, le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suites inspection 18/11/2024 – ARF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : Un rapport de contrôle « Foudre » a été réalisé fin 2024 par la société SOCOTEC. La structure UF7/9 (niveau 4 de protection) correspondant au bâtiment abritant les lignes d'incinération fait l'objet de 7 non-conformités remettant en cause l'efficacité des dispositifs de protection en place (paratonnerres,...). L'exploitant indique que, à date, aucune action corrective n'a été mise en œuvre. En effet, un renouvellement de prestataire est en cours en raison d'un désaccord technique entre l'ancien prestataire (un devis avait été établi) et SOCOTEC, sur les conclusions de l'étude Foudre.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les conséquences d'une inefficacité avérée des dispositifs de protection contre la foudre pouvant être graves, en infligeant notamment des dégâts directs aux installations et indirects envers l'environnement, il est demandé à l'exploitant de transmettre un échéancier pour réalisation des travaux de remise à niveau, dans un délai court.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Suites inspection 18/11/2024 –ESP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les Contrôles de Mise en Service (CMS) demandés lors de la dernière inspection ont été réalisés par la société SOCOTEC. Ceux-ci sont conformes, hormis celui de l'accumulateur hydraulique CHARLATTE (qui a une fonction de réservoir anti-bélier), qui conclut à un environnement incompatible avec les plages de fonctionnement nominale de l'équipement, en raison d'un risque de baisse de la température hors plage.</p> <p>La visite de terrain a permis de confirmer ces informations (plage de fonctionnement entre 0°C et 60 °C). L'ESP n'est pas abrité et est exposé aux intempéries.</p> <p>Concernant la soumission au suivi en service de la chaudière gaz évoquée lors de la dernière inspection, l'exploitant n'a pu obtenir les spécifications techniques permettant de statuer.</p> <p>Concernant la présence de potentiels ESP dans le bâtiment à construire sur le périmètre ICPE dans le cadre du projet de récupération de chaleur porté par la société CORIANCE (objet d'un Porter à connaissance transmis à l'inspection), l'exploitant n'a pour l'instant pas connaissance des modalités de maintenance du bâtiment.</p>

En revanche, l'exploitant a indiqué avoir à sa charge l'entretien des canalisations entre les piquages réalisés sur les réseaux condensats / TAR et huile thermique, et le futur bâtiment C.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : À l'aune des constats précédents, l'Inspection DREAL demande à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> • de justifier du maintien de l'ESP concerné dans la plage de température fixée par le fabricant ; • de rechercher sur l'enveloppe de la chaudière gaz, les mentions de la pression de service et de la capacité du réservoir et, en parallèle, relancer l'organisme de contrôle SOCOTEC sur l'atteinte des seuils de soumission ; • de transmettre à la DREAL les modalités de gestion, maintenance et d'entretien de l'ensemble des ouvrages associés au projet de récupération de chaleur de CORIANCE (piquages, échangeurs, canalisations, etc.), dont les ESP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Suites inspection 18/11/2024 –aménagement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2012, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'intégrité des fours
Prescription contrôlée : Les installations de traitement des effluents doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité [...]
Constats : Les documents demandés à l'exploitant à l'issue de la dernière inspection du site en 2024 n'ont pu être formalisés. Cf point de contrôle suivant sur la conformité IED du site, ces documents doivent pourtant justifier d'un suivi adapté de l'intégrité de l'ensemble des équipements constituant la ligne d'incinération, ainsi que les équipements connexes, notamment ceux jouant un rôle crucial dans la limitation des rejets atmosphériques et dans la prévention des accidents. En effet, sur les années 2024 et 2025, l'exploitant déplore des problèmes récurrents sur les 2 lignes d'incinération : avaries sur le circuit de fluidisation, corrosion sur le circuit « huile thermique »,... La ligne 1, selon les déclarations de l'exploitant, est dans un état dégradé depuis l'envoi de boues dans le four à l'arrêt. L'exploitant évoque des problèmes avec le prestataire venant en appui sur le sujet, ainsi qu'un turn-over important au sein des équipes chargés de la maintenance sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les constats réalisés par l'Inspection DREAL mettent en évidence une répétition de pannes qui souligne une problématique de suivi de l'intégrité des lignes d'incinération.

L'exploitant est donc invité, en lien avec le point de contrôle suivant sur la conformité IED, à produire les documents demandés dans un délai court.

À défaut de production de ces documents dans le délai imparti, la DREAL se réserve le droit d'engager des mesures de coercitions administratives en vue de la remise en conformité du site sur cet aspect.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suites inspection 18/11/2024 – Gestion des déchets issus de l'incinération

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2012, article 10

Thème(s) : Risques chroniques, Registre et traçabilité

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant doit être en mesure de justifier l'élimination de tous les déchets qu'il produit à l'Inspection des Installations Classées. [...]

Constats :

L'exploitant a fait évoluer l'écriture des BSDD des déchets issus du site de Pierre-Bénite, notamment ceux édités par le personnel de la Métropole de Lyon, en intégrant l'adresse du site à l'onglet 1.2 « Point de collecte / chantier ».

L'Inspection DREAL rappelle que l'adresse du site doit être renseignée sur la totalité des BSDD établis, dont ceux édités par des prestataires, afin de garantir la traçabilité des déchets dangereux.

Concernant la notification au PNTTD pour les transferts de déchets hors France, celle de 2023 étant arrivée à expiration en juillet 2025, une nouvelle notification a été réalisée, dont le consentement a été présenté en séance. Cette notification concerne le transfert de 4000 tonnes de cendres volantes en Allemagne, sur un site exploité par la société TERRAG.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant vérifiera la bonne complétude des bordereaux de déchets dangereux établis pour la Métropole de Lyon, pour le site de Pierre-Bénite.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance de nouvelles substances dangereuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1er janvier 2018.</p> <p>Toutefois, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par le présent arrêté s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</p> <p>Dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.</p> <p>Après avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, le préfet peut aménager les prescriptions du présent arrêté, éventuellement à titre temporaire, pour les installations existantes ainsi que leurs modifications, si cela est justifié par des circonstances locales et dans les limites permises par la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Toutefois, dans le cadre d'un tel aménagement, pour les sites soumis à autorisation, le préfet ne peut fixer de valeur limite d'émission supérieure à celle précédemment applicable en vertu d'un arrêté préfectoral ou d'un arrêté ministériel antérieur, qu'après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de l'action de Recherche de Substances Dangereuses Dans l'Eau (RSDE) ayant mobilisé les installations classées, la Métropole de Lyon a effectué une campagne de surveillance sur près de 23 substances, non surveillée jusqu'alors en application de l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>Les résultats de cette campagne mettent en évidence que la majorité des substances ne sont pas quantifiées (19 sur 23). Les autres sont quantifiables mais ne font ni l'objet de valeurs limites dans l'arrêté du site, ni dans les arrêtés ministériels applicables en matière de rejet dans l'eau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte-tenu du mode de rejet au milieu (indirect puisque les effluents aqueux issus du système de traitement des fumées sont renvoyés en tête de station), il ne sera pas demandé à l'exploitant de surveiller des paramètres supplémentaires, hormis l'Antimoine qui figure dans les paramètres listés dans la surveillance des rejets aqueux au titre de la Directive IED (cf arrêté ministériel du 12/01/2021 pour les installations d'incinération).</p> <p>L'antimoine sera mesuré à une fréquence mensuelle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 7 : TAR / Legionnelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2005, article 23

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions relatives à la protection des personnels

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant met à la disposition des personnels [...] des équipements individuels de protection adaptés [...]

Le personnel intervenant [...] doit être informé [...]

L'ensemble des documents justifiant l'information [...] est tenu à la disposition de l'Inspection [...]

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan de formation, permettant de sensibiliser l'ensemble du personnel du site (exploitation / maintenance / bureaux). Trois types de modules de formation sont dispensés :

- module 1, qui concerne l'ensemble du personnel ;
- module 2, qui concerne le personnel d'exploitation et encadrants ;
- module 3, qui concerne le personnel chargé d'intervenir au niveau du circuit de refroidissement dit « condensats ».

Interrogé sur le niveau de formation des prestataires / intervenants extérieurs, l'exploitant indique que des attestations de formation sur les risques liés à la légionelle sont systématiquement demandées auprès des sociétés concernées.

Concernant les moyens de prévention / protection matériels mis en place sur site, l'exploitant a mis en place une signalétique adaptée avec plusieurs panneaux au niveau de l'emplacement des TAR. Un stock d'EPI adaptés (masques FFP) est mis à disposition dans un magasin.

La visite de terrain a permis à l'Inspection DREAL de constater que, dans le cadre du chantier lié à l'installation d'équipements de récupération de chaleur de la société CORIANCE, certains panneaux signalant le risque « Légionelle » n'étaient pas visibles.

En outre, le périmètre de risque, au regard de la nouvelle activité prévue à quelques mètres seulement des TAR, n'est pas suffisamment explicite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

À l'aune du constat précédent, il est demandé à l'exploitant :

- de maintenir visible la signalétique actuelle en toutes circonstances ;
- de matérialiser le périmètre de risque « Légionelle » qui, une fois le chantier CORIANCE terminé, impactera une activité, et notamment du personnel, en permanence.

Type de suites proposées : Avec suites

N° 10 : Conditions de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2005, article 7.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des résidus
Prescription contrôlée : Les installations d'incinération sont exploitées de manière à atteindre un niveau d'incinération tel que la teneur en Carbone Organique Total (COT) des cendres soit inférieure à 3 % du poids sec de ces matériaux ou que leur perte au feu soit inférieure à 5 % de ce poids sec.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les relevés pour la période d'activité de la ligne d'incinération n°2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de fournir les relevés indiquant la teneur en COT des cendres, pour la période après redémarrage de la ligne 2 (soit de juillet à décembre 2025), afin que puisse être évaluée la conformité à la prescription préfectorale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/05/2017, article R. 515-71
Thème(s) : Risques chroniques, Positionnement et conformité du site aux dispositions applicables
Prescription contrôlée : I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois. II. - En vue du réexamen prévu au II et au III de l'article R. 515-70, le préfet prescrit, par arrêté pris dans les formes prévues par l'article R. 181-45, la remise du dossier de réexamen dans un délai ne dépassant pas douze mois à compter de la date de signature de cet arrêté. III. - Sauf si un arrêté ministériel a fixé les conditions d'une transmission par voie électronique, le dossier de réexamen est remis en trois exemplaires. Lorsque le dossier de réexamen est soumis à consultation du public en application de l'article L. 515-29, l'exploitant fournit le nombre d'exemplaires de ce dossier nécessaires à l'organisation de cette consultation. Ce dossier comporte un résumé non technique.

L'exploitant joint également une version du dossier de réexamen au format électronique.

IV. - Si ce dossier doit être soumis à consultation du public, dès que le dossier est complet et régulier, le préfet en informe l'exploitant.

Constats :

L'Inspection a réalisé l'instruction du dossier de réexamen transmis par l'exploitant en 2021. Ce dossier avait pour objet de définir le positionnement du site vis-à-vis des MTD applicables au titre du BREF WI (Waste Incineration / Incinération de Déchets) et de réaliser le rapport de base IED du site, qui servira de point de comparaison en termes de qualité des milieux Eau-Air-Sols, en cas de cessation ultérieure.

Les remarques de la DREAL à l'instruction du dossier sont listées ci-après :

Sur les critères de révision des conditions d'autorisation

L'Inspection signale à l'exploitant que les normes de qualité environnementales ne font pas référence, comme indiqué dans le dossier, aux normes de management environnemental ou de la qualité, mais bien à la surveillance mise en place dans les rejets aqueux par le site ICPE afin de ne pas dépasser les valeurs limites d'émission définies dans les arrêtés préfectoraux et ministériels.

Sur le positionnement vis-à-vis des MTD :

L'Inspection fait les remarques suivantes :

- MTD 1 / Système de Management Environnemental (SME) :

L'Inspection DREAL demande si les certifications ISO 50 001 et ISO 14 001 sont toujours d'actualité. L'exploitant indique ces certifications sont en « stand-by ».

- MTD 2 / efficacité énergétique du processus d'incinération :

Le rendement en 2021 était de 71 %. L'exploitant n'a pas actualisé le calcul de l'efficacité énergétique selon les Meilleures Techniques Disponibles du BREF WI.

- MTD 4 / surveillance des émissions canalisées dans l'air :

L'exploitant est interrogé concernant les modalités de suivi des paramètres « N2O », « mercure » et « Benzo[a]pyrène ». Ce dernier confirme la surveillance en continu du mercure, ce qui n'est pas le cas du N2O et Benzo[a]pyrène.

- MTD 5 / surveillance des émissions canalisées dans l'air en OTNOC :

La DREAL questionne la Métropole de Lyon concernant les modalités et moyens de surveillance des OTNOC. L'exploitant indique qu'aucun plan de gestion des OTNOC, même « dégradé », n'est en place, ce qui ne permet pas d'incrémenter le compteur OTNOC, limité à 250 h selon l'arrêté

ministériel du 12/01/2021.

- MTD 6 / surveillance des rejets aqueux :

Cf point de contrôle précédent, le paramètre « antimoine / Sb » sera maintenu en surveillance mensuelle.

- MTD 17 / conception du système d'épuration des fumées :

L'Inspection rappelle à l'exploitant que le site n'est pas autorisé à admettre à l'incinération des boues considérées comme dangereuses selon l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement. Tout projet de réception de boues de qualité significativement différente de celles réceptionnées devra faire l'objet, le cas échéant, d'un Porter à connaissance auprès de la Préfecture et de ses services.

- MTD 18 / plan de gestion des OTNOC :

Cf point précédent, aucun plan de gestion des OTNOC n'est en place.

- MTD 19 / récupération de chaleur :

Le projet de la société CORIANCE, visant à la récupération de calories du circuit « condensats » et du circuit « huile thermique », répond aux exigences de la MTD.

- MTD 29 / réduction des émissions en NOX / N2O / CO / NH3 :

La DREAL signale à l'exploitant qu'il ne peut invoquer le respect de la valeur haute de 15 mg/Nm3 pour l'ammoniac, car la SNCR n'est pas appliquée (utilisation d'un laveur donc recours à une réduction par voie humide).

- MTD 33 / réduction des consommations d'eau :

L'exploitant est interrogé quant à l'étude d'un éventuel remplacement des TAR. La Métropole indique que ce remplacement n'est pas envisagé. En revanche, le changement du biocide est envisagé à court-terme.

Sur le rapport de base :

Le rapport de base, réalisé suivant le guide méthodologique ad hoc, n'amène pas de remarques particulières.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

À l'aune des remarques précédentes, l'Inspection DREAL demande à la Métropole de Lyon de

fournir les compléments suivants :

1) MTD 1 / Système de Management Environnemental (SME) : donner échéancier d'établissement du SME + dispositions équivalentes.

2) MTD 2 / efficacité énergétique du processus d'incinération : confirmer le maintien de l'efficacité déterminée à l'époque.

3) MTD 4 / surveillance des émissions canalisées dans l'air : confirmer la récupération de la donnée annuelle N2O. Surveillance mercure mise en place en 2023. Confirmer mise en place du Benzo.

4) MTD 5 / surveillance des émissions canalisées dans l'air en OTNOC : mettre en place un plan de gestion des OTNOC répondant aux exigences formulées dans le BREF WI.

5) MTD 18 / plan de gestion des OTNOC : cf point précédent, mettre en place un plan de gestion des OTNOC répondant aux exigences formulées dans le BREF WI.

6) MTD 29 / réduction des émissions en NOX / N2O / CO / NH3 : confirmer le respect de la valeur haute de 10 sur 2023 → 2025.

En cohérence avec le point de contrôle précédent concernant les contrôles d'intégrité des lignes d'incinération, les compléments devront être fournis dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Porter à connaissance – Implantation CORIANCE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/07/2002, article 1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Complétude des éléments d'appréciation

Prescription contrôlée :

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers

Constats :

L'exploitant a déposé en juillet 2025 un Porter à connaissance concernant un projet de récupération de chaleur porté par la société CORIANCE, consistant à réaliser des piquages sur les circuits « condensats » (circuit de refroidissement via les TAR) et huile thermique (système hydraulique), afin d'alimenter une chaufferie sur le site de la STEU d'Oullins Pierre-Bénite.

Les remarques à l'instruction du Porter à connaissance sont listées ci-après :

Clarification du périmètre ICPE / IOTA :

Le périmètre ICPE a fait l'objet d'une clarification dans le dossier de réexamen IED transmis en 2021. Le projet de CORIANCE concerne davantage le périmètre IOTA que le périmètre ICPE. Seuls le bâtiment C (implantation des échangeurs) et les piquages réalisés sur les 2 circuits précités interfèrent avec ce dernier.

Modalités de suivi de l'intégrité des interfaces avec CORIANCE situées en périmètre ICPE :

L'exploitant indique être responsable du suivi des piquages jusqu'au bâtiment C.

Modalités de Mise à Jour de l'Analyse Méthodique des Risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) avant mise en service :

L'exploitant indique que les piquages ont été réalisés TAR à l'arrêt, suite à désinfection de l'ensemble du circuit. La réalisation d'une AMR avant mise en service des circuits de récupération de chaleur n'est pas envisagée par l'exploitant.

Disposition des canalisations de raccordement des circuits vers le bâtiment C puis du C vers les bâtiments A et B (situés chez CORIANCE) :

L'exploitant indique que les canalisations de raccordement sont à l'air libre entre les circuits et le bâtiment C et enterrées entre C et A / B.

Analyse de risque / Mise à jour de l'étude de dangers

Hormis les risques liés à la prolifération de légionelles, l'exploitant ne se positionne pas sur la modification des dangers en lien avec la réalisation de piquages, de canalisations d'usine et la création d'un bâtiment contenant plusieurs échangeurs au sein du périmètre ICPE de l'incinérateur.

En outre, aucune analyse de risque pour la phase travaux et remise en service n'est présente dans le dossier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

À l'aune des constats précédents, il est demandé à la Métropole de compléter le PAC transmis :

- un échéancier sera transmis pour la mise à jour de l'AMR avant la mise en service des échangeurs et transmise à l'Inspection, ainsi que pour le changement ultérieur de biocide ;

- l'exploitant transmettra les Déclarations de Travaux (DT) et Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) établies pour l'ensemble des travaux sur périmètre ICPE (pose

des canalisations, création du bâtiment C) ;

- l'exploitant produira une analyse de risque pour les travaux (restant) à mener ainsi que pour la mise en service du raccordement au circuit de chaleur opéré par CORIANCE. Outre les risques liés au raccordement du circuit « condensats » (TAR), il se positionnera également sur la modification des dangers liés aux circuits raccordés (huile thermique notamment), tenant compte de l'accidentologie du site (cf incendie de 2019).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois